

Rivoluzione



Nu 09

Ghjurnale di i Patrioti Partighjani - Manca Naziunale

Cap'articulu

L'andatura attuale di a Manca Naziunale hè quella di sempre ; mette à u centru di a vita pulitica a parte maiò di u nostru populu, u mondu di u travagliu. U statu francese è i capitalisti corsi ò furesteri, tagliannu in pezzi a nostra vità, ormai fatta di precarietà è di repressione.

Oghje più chè mai un cambiamentu di sucietà hè a sola alternativa pè u populu corsu. Òn sara micca pussibile di purtà ogni prugetti pulitichi, senza diritti pulitichi nazionali !

U Muvimentu di resistenza di oghje ghjè una grande speranza pè tutti i corsi sfruttati. Cù una reattivazione globale di a Lotta Populare di Liberazione Naziunale, ci hè manera d'organisà parechje mubilisazione pè i diritti suciali è pulitichi stessi.

Toccà à i più numarosi à imponne democraticamente una stradda corsa versu à u socialisimu.

U pluralisimu hè un acquistu storicu di u muvimentu nazunale, è puvemu vede in u 2007 qualchi scambii è dibattiti di qualità induve a dimensione suciale hè diventata centrale.

Chjamemu à u rinforzamentu di u Muvimentu di a Manca Naziunale, organizzazione di lotta di i travagliatori.



RESISTENZA : Oghje più chè mai !!!

D'aucuns s'étonnent peut-être de l'inscription di U Muvimentu di A Manca Naziunale dans la démarche unitaire, initiée par le collectif du « Fium'orbu », aux côtés d'autres organisations politiques, composantes de la mouvance nationale.

D'ors et déjà, il convient de préciser à nos interlocuteurs et contradicteurs éventuels, que ce positionnement est assumé, après débats internes, par l'ensemble des militants.

Résister : une volonté politique dans la clarté.

Ce qui dicte nos propos et nos actes, reste et demeurera

sans l'ombre d'une hésitation, l'expression d'une volonté politique et ses applications concrètes, en vue d'une société corse débarrassée de toutes les formes d'exploitations et d'aliénations. En tant que patriotes indépendantistes de gauche, le sort de notre pays et de ceux qui le font, nous préoccupe donc au premier chef.

L'heure des constats.

Bien au-delà de toutes les structures existantes, ce sont des milliers de femmes et d'hommes qui, dans leur quotidien, font le constat amer d'un pays, d'une terre, d'une identité, d'une langue



Manifestazione in Bastia u 13/01/2007

et d'une culture sur lesquels pèse la menace d'une disparition définitive.

Les mêmes, par ailleurs, les plus nombreux n'hésitent plus à dire que leurs conditions de vie matérielles sont de plus en plus dures et de se demander de quoi au juste se préoccupe la majorité des organisations nationalistes.

De ces interrogations et constats sans réponses crédibles, naissent des sentiments et opinions très contrastés. Ici le découragement et l'angoisse du lendemain poussent des pères et mères de famille à revenir dans le giron des clans. Là, des jeunes convaincus que le travail ne paie pas sombrent dans la pratique d'expédients et tentent de se faire une place au soleil, fusse au prix de leur propre destruction et de celle de la société.

Qui pourrait sérieusement nier, que c'est sur le terreau hélas fertile, des faillites sociales et des errements prétendument identitaires, que croissent le racisme et la xénophobie.

D'autant que le message de certaines organisations nationalistes et associations fait la part belle aux thèses fascisantes du Front National et aux discours sécuritaires de la droite Chiraco-Sarkozyste.

Elles laissent ainsi à penser que l'immigration serait la cause d'un chômage endémique mais aussi de la poussée des phénomènes de délinquance et que les immigrés pourraient

bien participer à une tentative de liquidation du Peuple Corse !

Alors que faire ?

Inlassablement porter et populariser l'idée qu'une autre voie est possible.

Le mouvement national, qui ne se résume pas qu'aux seules organisations politiques et syndicales, a le potentiel pour jeter les bases d'une autre société. Parce que la question des droits politiques du Peuple Corse (**question éminemment démocratique**) est indissociable de la question sociale (**question éminemment politique**) et que le plus grand nombre ne s'est définitivement pas résolu à abandonner la **Lutte Populaire de Libération Nationale**, pas plus qu'à brader ses intérêts vitaux, tout reste possible.

Pour cela il faut qu'une volonté politique s'exprime, dans la clarté, à la fois sur les méthodes de lutte et sur les choix de société.

Pour un Front Anticolonialiste.

Notre mouvement est porteur d'un projet : l'indépendance et le socialisme.

Dans la pratique concrète du droit à l'autodétermination, cela signifie qu'il faut engager des luttes communes avec toutes celles et ceux qui revendiquent une vraie démocratie et ce, en dehors de toutes les tutelles.

C'est au sein de la Consulta Nazionale et dans la dynamique dite « Resistenza » que peut se concrétiser un vaste front anticolonialiste. Nous y sommes prêts.

Contre le libéralisme.

Le projet de société, dans la perspective d'une société débarrassée de toutes les formes d'exploitation, ne se construira que dans l'unité du monde du travail et dans les mobilisations populaires :

- Contre la vie chère et la précarité.

- Contre la privatisation du service public socialement utile (transports, éducation, santé).- Contre la spéculation immobilière et la privatisation de nos espaces naturels.

- Contre le racisme et la xénophobie.

- Pour une citoyenneté corse ouverte à toutes celles et ceux qui veulent un avenir commun, quelles que soient leurs origines.

Ces quelques axes de lutte peuvent jeter les bases d'un front anti-libéral sur le socle de la défense de nos moyens de vie. Nous y sommes prêts car nous n'avons pas la prétention de dessiner à nous seuls les contours d'une future société socialiste.

Ces démarches unitaires n'iront certainement pas sans tribulations ni vifs débats ; mais n'est-ce point cela l'apprentissage collectif de la vie politique, loin de toute posture d'expertise ou de professionnel des affaires publiques. La tâche est immense, et nous en sommes conscients. Mais les tenants du colonialisme et du capitalisme, eux, ne s'embarrassent pas pour tenter de s'emparer de notre pays.

INTERVIEW

La rédaction de RIVOLUZIONE ouvre ses colonnes à des patriotes, militants associatifs ou culturels et militants nationaux n'appartenant pas des structures. Cet espace peut être occupé par des contributions ou des questions-réponses dont nous assurons la publication sans aucune forme de contraintes, si ce n'est celle de la place disponible.

Questions à : Ghjuvan Marcu RODRIGUEZ, militant national « hors structures ».

R - Votre démarche politique revêt plusieurs aspects, pourriez-vous les résumer ?

Mes convictions profondes et une certaine idée de la démocratie m'ont poussé à m'écarter de toute structure pendant le processus de coalition électorale qui a abouti à la formation du groupe « unione nazionale » à l'Assemblée de Corse. Depuis j'ai continué le combat, à ma façon, en me dévouant à ceux qui ont fait le sacrifice de leur liberté pour la Corse : les prisonniers politiques.

Mais 2006 a été une année noire pour la lutte de libération nationale, la disparition tragique de quatre partisans a mis chaque militant, organisé ou non, devant ses responsabilités historiques : la plus petite pierre est nécessaire pour faire barrage aux velléités destructrices de l'état français. Ce n'est pas le mouvement national qu'on essaye de faire disparaître mais la société corse, donc le peuple corse.

Il faut amplifier le mouvement populaire qui est né. Il faut organiser cette résistance ; chaque Corse doit participer à ce combat pour la survie. Il existe pour cela, à l'heure actuelle, deux terrains à investir la Cunsulta nazionale et la Coordination du Fium'orbu sur le mot d'ordre Resistenza.

R - Quel sens a pour vous la démarche RESISTENZA ?

La démarche initiée dans le Fium'orbu est une chance inespérée pour mettre fin d'une part à la balkanisation du mouvement national et permettre, d'autre part, à celui-ci de retrouver ses fondamentaux, notamment en ce qui concerne deux axes : la lutte de masse et la lutte institutionnelle.

Les Corses attendent des nationaux qu'ils prennent en compte leurs problèmes au quotidien. Leur conscience nationale est réveillée mais ils ne peuvent se nourrir exclusivement d'idéologie : nous devons prendre en compte leurs préoccupations sociales. Il faut nous mobiliser avec eux sur des bases de combats significatives, comme la dépossession de leur terre, la cherté de la vie, la négation de leur identité noyée dans un flot démographique.

A nous de leur apporter des solutions, de leur redonner confiance en eux, confiance en nous ; nous pouvons y arriver en recréant une unité populaire. Cette unité peut avoir une continuité sur le terrain institutionnel par le biais de la Cunsulta nazionale au sein de laquelle doivent s'instaurer des primaires pour désigner démocratiquement nos représentants à l'Assemblée de Corse.

R - Attendez vous quelque chose des élections présidentielles à venir ?

Tirons les leçons des erreurs passées ; les processus mis en place par différents gouvernements ont démontré que la toile tissée par les uns peut être défaits par les autres. Qui choisir entre l'actuel ministre de l'intérieur qui a fait de notre pays le cheval de bataille de sa politique sécuritaire avec la complicité des sarkollabos Santini et Rocca Serra et sa principale adversaire qui a montré avec quelle désinvolture on pouvait gloser de l'avenir de la Corse et des Corses et qui a désigné ses deux champions : Zuccarelli et Giaccobi ?

Les seuls interlocuteurs sérieux que nous pourrions avoir ne sont malheureusement plus ou pas présidentiables.

Et puis, a-t-on déjà vu un mouvement de libération nationale s'enquérir de la couleur politique du Président du pays qui maintient son peuple sous le joug ? Aussi, pour ma part je préconise l'abstention pour cette élection ; cette non-participation si elle s'avérait massive, surtout au 2ème tour, serait un message fort envoyé aux dirigeants français pour leur signifier que les Corses n'attendent plus rien de la France et qu'ils sont résolus à prendre en charge, eux-mêmes, leurs problèmes.

Les contorsions des libéraux « identitaires ».

La Corse, le pays où la vie est plus chère



Une sorte de récupération du discours nationaliste est opérée régulièrement par des intervenants qui se situent généralement dans les sphères patronales ou dans les milieux favorables au libéralisme économique.

Dans le débat précédant le vote sur la proposition d'une constitution européenne, beaucoup de responsables politiques, de chefs d'entreprises ou d'administrateurs de sociétés dites à « capital-risque » se sont fermement engagés en faveur du texte soumis au scrutin référendaire. Parmi les arguments alors exposés par ces derniers, l'idée d'un développement « identitaire » dont l'Europe serait la garante, fut souvent avancée.

Mais ce n'est là qu'un exemple, au beau milieu de dizaines d'autres, d'une pression idéologique qui, sans se nommer, utilise tous les réseaux et tous les espaces médiatiques. Cette pression évite soigneusement toutefois de donner toutes les informations

sur le contenu réel d'un libéralisme aux couleurs de la Corse et néglige par ailleurs, dans le même temps, d'en venir au cœur du débat, ne serait-ce que pour traiter de quelques questions sans doute très embarrassantes.

La globalisation qui permet au capitalisme de régner quasiment sans partage sur tous les continents, se déroule cependant dans le cadre d'une concurrence acharnée, dont les effets négatifs sont ressentis à tous les niveaux : effondrement du pouvoir d'achat des salariés, précarité du travail, disparition des protections sociales, destruction des économies locales, sans omettre les conséquences écologiques. Cette déréglementation planétaire et ses conséquences ne font pas partie du discours de nos capitalistes locaux. Qu'ils le veuillent ou non, il faudra bien traiter de ces sujets.

Pour l'heure encore, il convient d'informer les Corses sur la réalité des pratiques de cette nébuleuse « identitaire ».

Et, comme il faut bien un début, commençons donc par une des figures du Medef local.

Bilan social et stratégie financière.

Les discours du PDG Cappia et de ses associés, concernant leur prétendue participation à l'essor économique et social de la Corse, méritent que l'on y revienne, faits et chiffres à l'appui.

La déconstruction du discours démagogique commence au niveau de la politique sociale de l'entreprise. La logique y est exactement la même que partout ailleurs. La flexibilité de l'emploi et le recours au temps partiel y sont la règle. Le niveau des salaires y est aussi bas que sous d'autres cieux. Au poids du chômage permettant d'exercer un véritable chantage sur les salariés s'ajoute une politique d'embauche où les épouses de gendarmes sont particulièrement appréciées. Ces éléments juxtaposés permettent à l'entreprise de jouer de la

carte de la concurrence entre les salariés et d'obtenir une « paix » sociale pour cause de soumission à l'ordre établi. En « corsisant » son propos, la direction a su s'attirer les bonnes grâces d'une partie des cadres du STC, tirant sur la corde sensible identitaire contre d'éventuelles revendications salariales. L'encadrement demeurant, en revanche, massivement réservé à des ressortissants hexagonaux, au motif que la main d'œuvre locale ne serait pas suffisamment qualifiée pour occuper les postes de ce type. Étrange argument avancé encore une fois par la direction du groupe, surtout si l'on veut bien se souvenir des nombreuses opérations de communication destinées en particulier à introduire « l'entreprise » et les formations adaptées et ce, au niveau de l'Università di Corti. Après ce bref bilan social, voyons quelles sont aujourd'hui les stratégies du groupe.

Le groupe Mercialis, dopé par son taux de croissance en bourse, a signé un accord portant sur 5 centres commerciaux Géant Casino situés en Corse, ainsi que leurs galeries attenantes, pour une surface totale de 78.700 m². Cet accord prend la forme d'un partenariat avec les propriétaires actuels, Mercialis devenant propriétaire de 60% des 5 sites.

Cet investissement, d'un montant minimum de 80 ME, a dû certes arrondir le capital personnel des Cappia et consorts, mais garantit inévitablement un niveau de prix élevé au détriment des consommateurs corses, retour sur investissement oblige.

De plus, pour chaque emploi créé dans une grande entité de distribution, 3 emplois équivalents en temps disparaissent dans le tissu économique de proximité. C'est une agression de plus contre nos intérêts collectifs.

Les investissements opérés lors de l'implantation du groupe dont Monsieur Cappia est la figure emblématique, sont depuis longtemps amortis.

L'opération de ces derniers mois a en outre dégagé de nouveaux dividendes. Si tant est que la société de ce PDG ait eu quoique ce soit à voir avec un groupe réellement né en Corse, force est de constater désormais que c'est à une multinationale qu'appartient majoritairement son capital.

L'opération réalisée au plus grand profit des actionnaires ne change rien au sort des consommateurs, pas plus qu'à celui des salariés. Les capitaux dégagés par les plus values enregistrées se sont expatriés.

Adieu l'identité.



RIVOLUZIONE : una stampa libera pè un populu liberu



Faire la démarche qui consiste à demander son inscription sur la liste constitutive du corps électoral corse, en vue de la désignation d'une Assemblée Nationale Provisoire, est un acte politique majeur, à la fois démocratique mais également éminemment patriotique.

Tout corse de plus de dix sept ans peut, s'il en manifeste personnellement le désir, obtenir une carte d'identité tenant lieu de carte d'électeur.

Quatre critères distincts autorisent l'octroi d'une telle nationalité corse, assortie de prérogatives citoyennes corollaires.

Ces critères sont, rappelons-le, la filiation, le droit du sol, le partage d'une vie commune avec un conjoint ayant lui-même accès à la nationalité corse ou l'acquis conféré par dix années de résidence en Corse. S'ensuit dès lors que le citoyen corse, ainsi défini et reconnu, a le droit et le devoir de participer dans un second temps, à l'élection, réalisée à

partir de listes préalablement constituées, d'une Assemblée Nationale Provisoire aux pouvoirs constituants.

C'est en effet le premier pas permettant de sélectionner par le vote, instrument démocratique s'il en est, la part la plus consciente du peuple corse qui siègera dans la future assemblée et de fait, la plus à même de le représenter après avoir élaboré un projet constitutionnel.

Le choix des représentants de la nation corse devra, à notre sens, se faire en prenant garde de ne pas favoriser la tendance à une excessive professionnalisation de la pratique politique.

Les plus conscients ou à même d'être des représentants ne sont pas nécessairement, loin s'en faut, les technocrates ou autres apparatchiks, spécialistes du discours politique médiatique.

Ce qui concerne tout le monde doit rester, dans la limite des compétences de chacun, l'affaire de tous. A l'opposé des méthodes clunistes qui n'ont que trop souvent ruiné le potentiel de la Corse, seule la prise en compte des compétences, du travail fourni et de l'investissement, doit guider le choix populaire et constituer un frein pour certains.

Point pratique n°1 : Comment adhérer ?

Comment s'inscrire sur les listes ?

- En faisant parvenir directement un formulaire de demande d'inscription à la commission électorale nationale à l'adresse suivante : **Associu per a Cunsulta Naziunale BP 98 20250 Corti**
 - Ou par le biais des comités locaux de recensement
 - En se rendant aux réunions de pieve régulièrement annoncées par voie de presse ou par internet à l'adresse **info@cunsulta.com**
- Quel montant vais-je payer pour obtenir ma carte ? Comment le faire ?**

Tout patriote paie la somme de 10 euros minimum (participation libre) par chèque à l'ordre de l'Associu per a Cunsulta Naziunale.
NB : La première réunion du corps électoral constitué aura lieu aux environs d'Août 2007

Participer à la Consulta Nazionale, c'est donc affirmer, au-delà de la reconnaissance du droit à l'autodétermination sans cesse revendiqué d'un peuple sans état, la souveraineté même de la nation corse.

La souveraineté populaire ayant nécessairement pour corollaire le respect et la prise en compte de l'intérêt général, il va sans dire que les choix de ce corps électoral constitué iront, nous le croyons, dans le sens des intérêts des plus nombreux, c'est-à-dire de ceux qui travaillent.

La légitimité représentative de l'Assemblée Provisoire, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale (dans le cadre de futures relations interétatiques), caractéristique essentielle de cette A.N.P. dans notre vision politique, provient de ce qu'elle est le reflet, l'expression même des choix

politiques opérés par l'ensemble d'un peuple, sur des bases démocratiques et pluralistes.

Réactiver le processus de la Consulta Nazionale revient à dynamiser un espace unique et incontournable, permettant comme nulle autre (en raison de son potentiel en terme de légitimité), de jeter à terme les bases économiques, sociales et culturelles d'un projet de société. Sa finalité constituante et législative

l'autorise en effet à porter les perspectives d'avenir du peuple corse dans son ensemble, par-delà toute logique partisane, logique partielle par définition.

Dans ce cadre, notre organisation, en lutte contre toutes les formes d'aliénation morale et d'exploitation matérielle, pourra porter aux travailleurs son message socialiste émancipateur, condition vitale pour construire l'avenir et le faire prospérer.

Point pratique n° 2 : Quels pièces justificatives fournir ?

Quels documents peuvent être nécessaires ?

- pour les non corses d'origine, la copie de tout document attestant de leur temps de résidence continue en Corse (carte de sécurité sociale, quittance de loyer, taxe d'habitation, bulletin de salaire, attestation ASSEDIC etc...). On y ajoute une photocopie du passeport pour les personnes hors UE
- Un engagement daté et signé, sur papier libre, à défendre les intérêts de la Nation corse
- Pour les conjoints d'un ou d'une corse d'origine, la copie du livret de famille attestant du mariage, un certificat de concubinage ou encore le bulletin de naissance d'un enfant.

Joindre une photo d'identité récente à ces documents et au paiement par chèque



Sardigna : a Manca Pro S'indipendentzia résiste !



Le gouvernement de Romano Prodi ne renie rien des méthodes berlusconiennes. Au lieu de financer les services

publics ou une politique sociale en général, les sociaux-libéraux italiens préfèrent renforcer les moyens de répression à outrance en Sardaigne.

Voilà maintenant plus de 6 mois que le délit d'opinion a été instauré en Sardaigne et qu'une procédure judiciaire aussi grotesque qu'arbitraire s'abat sur nos frères de lutte sardes.

Depuis bientôt 200 jours 5 militants d'A Manca sont détenus à Buoncamino à Cagliari (Marco Peltz, Emanuela Sanna, Pierfranco Devias, Marco Delussu e Roberto Loi) et 4 autres sont assignés à résidence à leur domicile (Salvatore Sechi, Stefania Bonu, Massimo Nappi e Alessandro Sconamila).

Malgré de fortes campagnes de soutien, y compris sur le plan international, l'Etat colonial Italien maintient sa ligne fascisante en Sardaigne.

REDAZIONE REDACTION

Capi redattori *Rédaction en chef*

**Anna Laura Cristofari,
Serge Vandepoorte-Marcangeli**

Redattori *Rédacteurs*

**Ghjuvan'Paulu Ramacciotti,
Stellu Leca,
Ghjaseppu Pietri,
Pasquale Agostini**

P.A.O

Desideriu Ramelet,

Tesurieri *Trésorier*

Federicu Federzoni,

Distribuzione *Distribution*

Ghjuvanni Lefevre,

SUSTEGNU SOUTIEN

Sceccu (Chèque) - "Mr Federzoni"
Dominique Giacomoni
Rés. Savreux Bat B1
Chemin du Loretto
20 090 AIACCIU

D'un contu à l'altu (Virement)

Mr Frédéric Federzoni
Crédit Agricole / CRCAM de Corse
Banque Guichet Compte Clé
12006 00011 73002024360 63

Lors d'une conférence de presse le 11 janvier dernier les militants d'A M.P.I ont présenté à la presse tous les divers équipements d'écoute et de surveillance qu'ils ont découvert. Parmi ceux-ci une micro-caméra digitale haute-définition couleur, du matériel high-tech.

L'Etat Italien poursuit donc son offensive contre les militants indépendantistes sardes faisant de la répression contre nos camarades de la M.P.I l'une de ses priorités. Rappelons que c'est l'opération arcadie, montée de toute pièce par les nervis de Berlusconi qui est à l'origine de cette sinistre besogne.

Comme ont coutume de dire depuis de longs mois nos camarades sardes, "on ne peut pas mettre en prison les idées".

Ce propos rencontre un écho naturel en Corse et doit être inclu dans un appel global à la résistance populaire contre le colonialisme.



www.comitato11luglio.net

Des archives, des dossiers exclusifs, un contact

WWW.MANCA-NAZIUNALE.ORG